



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
OCCITANIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°R76-2024-072

PUBLIÉ LE 30 AVRIL 2024

# Sommaire

## **DRAAF Occitanie / Service régional de l'agriculture et de l'agroalimentaire**

R76-2024-04-29-00002 - Arrêté préfectoral du 29 avril 2024 portant agrément des organismes de conseil chargés de réaliser le conseil stratégique relevant du dispositif national d'accompagnement des projets et initiatives des coopératives d'utilisation en commun de matériel agricole pour la région Occitanie (4 pages)

Page 3

## **DREETS OCCITANIE /**

R76-2024-04-30-00001 - Arrêté du 30 Avril 2024 fixant le montant de l'aide de l'Etat pour les contrats d'Accompagnement dans l'emploi (CAE), dénommés "parcours emploi compétences" (PEC) et les contrats Initiative emploi (CIE) du contrat Unique d'insertion (8 pages)

Page 8

DRAAF Occitanie

R76-2024-04-29-00002

Arrêté préfectoral du 29 avril 2024 portant  
agrément des organismes de conseil chargés de  
réaliser le conseil stratégique relevant du  
dispositif national d'accompagnement des  
projets et initiatives des coopératives  
d'utilisation en commun de matériel agricole  
pour la région Occitanie



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
OCCITANIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale  
de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt**

**Arrêté préfectoral portant agrément des organismes de conseil chargés de réaliser le conseil stratégique relevant du dispositif national d'accompagnement des projets et initiatives des coopératives d'utilisation en commun de matériel agricole pour la région Occitanie**

Le préfet de la région Occitanie,  
Préfet de la Haute-Garonne  
Officier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'Ordre national du mérite

Vu le Code rural et de la pêche maritime, notamment les dispositions relatives aux sociétés coopératives agricoles ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 mars 2023 relatif au dispositif d'accompagnement des projets et initiatives (DiNA) des coopératives d'utilisation en commun de matériel agricole (CUMA) modifiant l'arrêté du 13 janvier 2016 ;

Vu le cahier des charges régional de l'appel à candidatures du 20 novembre 2023, en vue de l'agrément en tant qu'organisme de conseil dans le cadre du dispositif national d'accompagnement des projets et initiatives des coopératives d'utilisation en commun de matériel agricole pour la région Occitanie ;

Vu la demande d'agrément déposée auprès de la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Occitanie par la Fédération régionale des CUMA (FRCUMA) d'Occitanie en date du 10 janvier 2024 ;

Vu l'avis du comité d'examen des candidatures présidé par la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, consulté le 24 janvier 2024 ;

Vu l'arrêté du 28 mars 2024 n° R76-2024-03-28-00001 du préfet de la région Occitanie portant délégation de signature à M. Nicolas JEANJEAN directeur régional par intérim de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt pour la région Occitanie ;

Sur proposition du directeur régional par intérim de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt ;

Service régional de l'agriculture et de l'agroalimentaire  
Cité Administrative Bât. E  
Bd Armand Duportal  
31074 TOULOUSE Cedex  
Tél. 04 67 10 18 80 – Fax. 04 67 10 01 02  
Courriel : [dina-cuma.draaf-occitanie@agriculture.gouv.fr](mailto:dina-cuma.draaf-occitanie@agriculture.gouv.fr)  
site internet : <http://draaf.occitanie.agriculture.gouv.fr>

1/10

Arrête :

**Art.1<sup>er</sup> : Organismes agréés**

Les organismes listés ci-dessous sont agréés en tant qu'organisme de conseil pour réaliser les conseils stratégiques aux coopératives d'utilisation en commun du matériel agricole (CUMA) de la région Occitanie dans le cadre de la mise en oeuvre du dispositif national d'accompagnement des projets et initiatives des coopératives d'utilisation en commun de matériel agricole (DiNA CUMA).

A - La fédération régionale des CUMA (FRCUMA) d'Occitanie :

- siège situé à Castanet-Tolosan dans le département de la Haute-Garonne ;
- n° SIRET : 48753232700037 ;
- territoire couvert : tous les départements de la région Occitanie.

Cet organisme chef de file peut s'associer par convention de partenariat aux organismes cocontractants suivants :

1- Fédération départementale des Cuma de l'Aude (FDCUMA de l'Aude)

- siège situé à Carcassonne dans le département de l'Aude
- n° SIRET : 33362312200020.

2- Fédération départementale des Cuma de l'Aveyron (FDCUMA de l'Aveyron) :

- siège situé à Rodez dans le département de l'Aveyron ;
- n° SIRET : 40908686500014.

3- Fédération départementale des Cuma de la Haute-Garonne et de l'Ariège (FDCUMA de la Haute-Garonne et de l'Ariège) :

- siège situé à Toulouse dans le département de la Haute-Garonne ;
- n° SIRET : 31012998600025.

4- Fédération départementale des Cuma du Gers (FDCUMA du Gers) :

- siège situé à Auch dans le département du Gers ;
- n° SIRET : 43748472800013.

5- Fédération départementale des Cuma du Gard et de l'Hérault (FDCUMA Gard Hérault) :

- siège situé à Lattes dans le département de l'Hérault ;
- n° SIRET : 32973517900015.

6- Fédération départementale des Cuma du Lot (FDCUMA du Lot) :

- siège situé à Cahors dans le département du Lot ;
- n° SIRET : 32143636200016.

7- Fédération départementale des Cuma de Lozère (FDCUMA de Lozère) :

- siège situé à Mende dans le département de la Lozère ;
- n° SIRET : 53152810700018.

8- Fédération départementale des Cuma des Hautes-Pyrénées (FDCUMA des Hautes-Pyrénées) :

- siège situé à Tarbes dans le département des Hautes-Pyrénées ;
- n° SIRET : 77716896400016.

9- Fédération départementale des Cuma des Pyrénées-Orientales (FDCUMA des Pyrénées-Orientales) :

- siège situé à Perpignan dans le département des Pyrénées-Orientales ;
- n° SIRET : 38863450300014.

10- Fédération départementale des Cuma du Tarn (FDCUMA du Tarn) :

- siège situé à Albi dans le département du Tarn ;
- n° SIRET : 32506203200017.

11- Fédération départementale des Cuma de Tarn-et-Garonne (FDCUMA du Tarn-et-Garonne) :

- siège situé à Montauban le département du Tarn-et-Garonne ;
- n° SIRET : 43126369800018.

12- Association de gestion et de comptabilité CUMA Midi-Pyrénées (départements 09, 31,81,82)

- ;
- siège situé à Toulouse dans le département de la Haute-Garonne ;
- n° SIRET : 51347463500044.

#### **Art. 2 : Durée de l'agrément**

L'agrément est attribué pour une durée de 2 ans, avec possibilité de le renouveler une fois par tacite reconduction à la production des bilans prévus dans la convention, sans nécessité de renouveler l'appel à candidatures.

#### **Art. 3 : Cahier des charges à respecter**

Pour la réalisation des conseils stratégiques apportés aux CUMA dans le cadre du dispositif DiNA CUMA, les organismes agréés doivent se conformer à l'ensemble des dispositions du cahier des charges régional du 20 novembre 2023 annexé au présent arrêté préfectoral, également mis en ligne sur le site internet de la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt.

#### **Art. 4 : Conventionnement avec l'État**

L'agrément ne sera définitivement acquis qu'après signature d'une convention entre le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et le représentant légal des organismes candidats chef de file (A) ou unique (B et C) visés à l'article 1er.

Cette convention précisera les modalités de mise en œuvre, de suivi et d'exécution du présent agrément. Sa signature doit intervenir dans les deux mois suivant la date de signature du présent arrêté.

#### **Art. 5 : – Modification des conditions d'agrément**

Pendant la période d'agrément, les organismes porteront à la connaissance de la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, sans délai et par écrit, toute modification relative à la personne morale et aux éléments contenus dans la demande d'agrément visée ci-dessus, susceptible de remettre en cause l'agrément accordé par le présent arrêté.

#### **Art. 6 : – Retrait de l'agrément**

L'agrément peut être retiré par le préfet de région à l'organisme chef de file (A) ou à l'organisme unique (B et C) : en cas de défaillance constatée dans la mise en œuvre des dispositions du cahier des charges régional ; en cas de modification liée aux moyens mobilisés, au contenu, au déroulement ou au coût du conseil stratégique ; en cas de non-respect de leurs engagements.

**Art.7 : – Exécution**

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Occitanie.

Fait à Toulouse, le 29 AVR. 2024

Pour le Préfet de la région Occitanie et par délégation,  
Le Directeur régional par intérim de  
l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,



Nicolas JEANJEAN

# DREETS OCCITANIE

R76-2024-04-30-00001

Arrêté du 30 Avril 2024 fixant le montant de l'aide de l'Etat pour les contrats d'Accompagnement dans l'emploi (CAE), dénommés "parcours emploi compétences" (PEC) et les contrats Initiative emploi (CIE) du contrat Unique d'insertion



**N° 2024/CUI/1 SGAR**

**Arrêté fixant le montant de l'aide de l'Etat  
pour les Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi (CAE), dénommés  
« Parcours emploi compétences » (PEC), et les Contrats Initiative Emploi (CIE)  
du Contrat Unique d'Insertion (CUI)**

**Le Préfet de la région Occitanie  
Préfet de la Haute-Garonne  
Officier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'Ordre national du Mérite**

Vu le code du travail, notamment ses articles L 5134-19-1 à L 5134-34 (CUI et CAE) ; L 5134-65 à L 5134-73 (CIE) et R 5134-14 à D 5134-71-3 (CUI, CAE et CIE) ;

Sur proposition du directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités,

**Arrête :**

**ARTICLE 1: CONTRAT UNIQUE D'INSERTION, DÉNOMMÉ PARCOURS  
EMPLOI COMPÉTENCES (PEC) :**

Le support juridique du PEC est celui du Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi (CAE), tel que défini aux articles L 5134-20 à L 5134-34 du code du travail.

Le PEC a pour objet de faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi rencontrant des *difficultés sociales et professionnelles particulières d'accès à l'emploi*. A cette fin, il comporte des actions d'accompagnement professionnel. Il peut, aux fins de développer l'expérience et les compétences du salarié, prévoir une période d'immersion auprès d'un autre employeur dans les conditions prévues à l'article L. 8241-2. (Article L.5134-20 du code du travail).

**L'employeur :**

Seuls peuvent bénéficier d'un conventionnement les employeurs du secteur non marchand mentionnés à l'article L.5134-21 du code du travail.

Le prescripteur a la responsabilité de proposer, d'accepter ou de refuser une demande en fonction de la qualité du Parcours Emploi Compétences proposé par l'employeur et de son adéquation avec le besoin de la personne.

La conclusion d'une convention est conditionnée par la capacité et l'engagement de l'employeur à proposer, au-delà d'une expérience professionnelle, des actions d'accompagnement et de montée en compétences (se traduisant notamment par

l'organisation d'une ou plusieurs actions de formation au bénéfice du salarié) contrepartie obligatoire de l'aide financière de l'Etat.

Le prescripteur veillera à ce que :

- En amont du contrat, une fiche de poste soit définie, ainsi que les compétences à acquérir et les actions de formation et d'accompagnement envisagées par l'employeur,
- Le poste permette d'acquérir la maîtrise de savoir-faire professionnels et de compétences transférables,
- L'employeur prenne des engagements qualitatifs relatifs à l'intégration du salarié au sein du collectif de travail et notamment démontre une capacité à accompagner la personne au quotidien.

Public éligible / taux de prise en charge :

Le montant de l'aide de l'Etat définie aux articles L 5134-30 et L. 5134-30-1 du code du travail pour les contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE) est déterminé comme suit :

Public bénéficiaire	Taux de prise en charge – CDD ou CDI
<p>Demands d'emploi de très longue durée, inscrits à France Travail 24 mois au cours des 36 derniers mois.</p> <p>Demands d'emploi de 55 ans et plus à la date de signature de la demande d'aide par le prescripteur, sans activité depuis plus de 12 mois.</p> <p>Demandeur d'emploi résidant des quartiers politique de la ville (QPV) rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières d'accès à l'emploi.</p> <p>Public concerné par l'obligation d'emploi (dont notamment titulaires de l'allocation aux adultes handicapés ou d'une reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé).</p> <p><i>Le critère d'âge est apprécié à la date de signature par le prescripteur de la demande d'aide initiale.</i></p>	<p><b>Taux de prise en charge : <u>40% du SMIC brut</u></b>  <b>Ce taux est majoré à :</b>  - <b><u>45% du SMIC brut</u></b> pour les publics bénéficiaires issus des zones de revitalisation rurales (<b>ZRR</b>)  - <b><u>55 % du SMIC brut</u></b> pour les publics bénéficiaires issus des quartiers politique de la ville (<b>QPV</b>)</p> <p><b>Durée hebdomadaire du travail donnant lieu à prise en charge : <u>modulable entre 20 heures et 26 heures.</u></b></p> <p><b>Durée de prise en charge maximale au titre :</b>  - <b>d'une convention initiale : 12 mois</b>  - <b>d'une convention de renouvellement : 12 mois</b></p>
<p>Bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA), dans le cadre d'une convention annuelle d'objectifs et de moyens (CAOM) Etat-conseil départemental.</p>	<p><b>Conditions prévues à l'article 5 du présent arrêté</b></p>

**ARTICLE 2 : CONTRAT UNIQUE D'INSERTION JEUNES, DENOMMÉ CONTRAT INITIATIVE EMPLOI (CUI-CIE) JEUNES :**

Le CIE JEUNES a pour objet de faciliter l'insertion professionnelle des jeunes sans emploi rencontrant des *difficultés sociales et professionnelles particulières d'accès à l'emploi*. À cette fin, il comporte des actions d'accompagnement professionnel ou visant à l'acquisition de compétences. Les actions de formation utiles à la réalisation du projet professionnel peuvent être mentionnées dans la demande d'aide à l'insertion professionnelle (article L.5134-65 du code du travail).

L'employeur :

Le CIE JEUNES est ouvert à l'ensemble des employeurs mentionnés à l'article L.5134-66 du code du travail. Le prescripteur a la responsabilité de proposer, d'accepter ou de refuser une demande en fonction de la qualité du CIE JEUNES proposé par l'employeur et de son adéquation avec le besoin de la personne.

La conclusion d'une convention est conditionnée par la capacité et l'engagement de l'employeur à proposer, au-delà d'une expérience professionnelle, des actions d'accompagnement et de montée en compétences, contrepartie obligatoire de l'aide financière de l'Etat.

Le prescripteur veillera à ce que :

- En amont du contrat, une fiche de poste soit définie, ainsi que les compétences à acquérir et les actions de formations ou d'accompagnement envisagées par l'employeur,
- Le poste permette d'acquérir la maîtrise de savoir-faire professionnels et de compétences transférables,
- L'employeur prenne des engagements qualitatifs relatifs à l'intégration du salarié au sein du collectif de travail et notamment démontre une capacité à accompagner la personne au quotidien.

Public éligible / taux de prise en charge :

Le montant de l'aide de l'Etat définie aux articles L 5134-72 et L. 5134-72-1 du code du travail pour les CIE est déterminé comme suit :

- **Bénéficiaires résidant dans un des départements suivants : Ariège, Aude, Gard, Hérault, Pyrénées-Orientales**

Public bénéficiaire	Taux de prise en charge – CDD ou CDI
<p>Les CIE « jeunes » sont ouverts aux :</p> <p>Personnes de moins de 26 ans sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières d'accès à l'emploi, notamment les jeunes suivis dans le cadre d'un contrat d'engagement jeune.</p> <p>Bénéficiaires de l'obligation d'emploi jusqu'à l'âge de 30 ans inclus (dont notamment titulaires de l'allocation aux</p>	<p><b>Taux de prise en charge : 35% du SMIC brut</b>  <b>Ce taux est majoré à 40 % du SMIC brut pour les publics bénéficiaires issus des quartiers politique de la ville (QPV) et des zones de revitalisation rurales (ZRR)</b></p> <p><b>Durée hebdomadaire du travail donnant lieu à prise en charge modulable entre 20 heures et 30 heures.</b></p> <p><b>Durée de prise en charge maximale au titre :</b></p>

adultes handicapés ou d'une reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé) rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières d'accès à l'emploi.  <i>Le critère d'âge est apprécié à la date de signature par le prescripteur de la demande d'aide initiale.</i>	- d'une convention initiale : 8 mois - d'une convention de renouvellement : 8 mois
Bénéficiaires du revenu de solidarité active, âgés de moins de 26 ans ou de moins de 30 ans s'ils sont bénéficiaires de l'obligation d'emploi, dans le cadre d'une CAOM.	Conditions prévues à l'article 5 du présent arrêté

- **Bénéficiaires résidant dans un des départements suivants : Aveyron, Haute-Garonne, Gers, Lot, Lozère, Hautes-Pyrénées, Tarn, Tarn-et-Garonne**

Public bénéficiaire	Taux de prise en charge – CDD ou CDI
Les CIE « jeunes » sont ouverts uniquement aux personnes résidant dans un QPV :  - de moins de 26 ans sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières d'accès à l'emploi, notamment les jeunes suivis dans le cadre d'un contrat d'engagement jeune.  - bénéficiaires de l'obligation d'emploi jusqu'à l'âge de 30 ans inclus (dont notamment titulaires de l'allocation aux adultes handicapés ou d'une reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé) rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières d'accès à l'emploi.  <i>Le critère d'âge est apprécié à la date de signature par le prescripteur de la demande d'aide initiale.</i>	<b>Taux de prise en charge : <u>40% du SMIC brut.</u></b>  <b>Durée hebdomadaire du travail donnant lieu à prise en charge <u>modulable entre 20 heures et 30 heures.</u></b>  <b>Durée de prise en charge maximale au titre :</b> - d'une convention initiale : 8 mois - d'une convention de renouvellement : 8 mois
Personnes résidant dans un QPV bénéficiaires du revenu de solidarité active,	Conditions prévues à l'article 5 du présent arrêté

âgés de moins de 26 ans ou de moins de 30 ans s'ils sont bénéficiaires de l'obligation d'emploi, dans le cadre d'une CAOM.	
--	--

### **ARTICLE 2 Bis : CONTRAT EMPLOI CONFIANCE (CEC) :**

La prescription de CUI-CIE dénommés « Contrats-Emploi-Confiance » (CEC) est possible dans le département des Pyrénées-Orientales au titre de l'année 2024. Le nombre de CEC pour l'année est expressément autorisé par le DREETS, et strictement limité à cette autorisation.

La prescription est limitée aux employeurs (identifiés par leur établissement) des deux arrondissements administratifs de Céret et de Prades. Seuls peuvent bénéficier de ces conventions les employeurs du secteur marchand définis à l'article L 5134-66 du code du travail.

L'ensemble des dispositions prévues au code du travail pour les CIE, notamment les modalités d'accompagnement et de tutorat sont applicables aux CEC.

<b>Public bénéficiaire</b>	<b>Taux de prise en charge – CDD ou CDI</b>
Tous les demandeurs d'emploi de longue durée sont éligibles, à l'exception de ceux pouvant prétendre aux CIE JEUNES cofinancés par le conseil départemental dans le cadre de la CAOM, destinés aux bénéficiaires du RSA.	<p><b>Taux de prise en charge : 35% du SMIC brut</b>  <b>Ce taux est majoré à 40 % du SMIC brut pour les publics bénéficiaires issus des quartiers politique de la ville (QPV) et des zones de revitalisation rurales (ZRR)</b></p> <p><b>Durée hebdomadaire du travail donnant lieu à prise en charge modulable entre 20 heures et 30 heures.</b></p> <p><b>Durée de prise en charge maximale au titre :</b>  - d'une convention initiale : 6 mois pour un CDD, 12 mois pour un CDI  - d'une convention de renouvellement : 6 mois pour un CDD, 12 mois pour un CDI</p>
Bénéficiaires du revenu de solidarité active, dans le cadre d'une CAOM.	<b>Conditions prévues à l'article 5 du présent arrêté</b>

Le renouvellement de l'aide est possible dans les conditions fixées aux articles L5134-67-2 et R.5134-55 à R.5134-58 du Code du Travail.

### **ARTICLE 2 Ter : CONTRAT INITIATIVE EMPLOI SÉNIORS (CIE SÉNIORS) :**

La prescription de CUI-CIE dénommés « Contrats initiative emploi séniors » (CIE séniors) est possible dans les départements de l'Aude, du Gard, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales au titre de l'année 2024. Le nombre de CIE séniors pour l'année est expressément autorisé par le DREETS, et strictement limité à cette autorisation.

La prescription est limitée aux employeurs (identifiés par leur établissement) des départements de l'Aude, du Gard, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales. Seuls peuvent bénéficier de ces conventions les employeurs du secteur marchand définis à l'article L 5134-66 du code du travail.

L'ensemble des dispositions prévues au code du travail pour les CIE, notamment les modalités d'accompagnement et de tutorat sont applicables aux CIE seniors.

Public bénéficiaire	Taux de prise en charge – CDD ou CDI
<p>Demandeurs d'emploi de 55 ans et plus susceptibles de rencontrer des difficultés d'accès à l'emploi sans condition de durée d'inscription.</p> <p>Demandeurs d'emploi de longue durée de 50 ans et plus.</p> <p><i>Le critère d'âge s'apprécie à la date de signature du prescripteur de la demande d'aide initiale.</i></p>	<p><b>Taux de prise en charge : 35% du SMIC brut</b>  <b>Ce taux est majoré à 40 % du SMIC brut pour les publics bénéficiaires issus des quartiers politique de la ville (QPV) et des zones de revitalisation rurales (ZRR)</b></p> <p><b>Durée hebdomadaire du travail donnant lieu à prise en charge <u>modulable entre 20 heures et 30 heures.</u></b></p> <p><b>Durée de prise en charge maximale au titre :</b>  - d'une convention initiale : 6 mois pour un CDD, 12 mois pour un CDI  - d'une convention de renouvellement : 6 mois pour un CDD, 12 mois pour un CDI</p>
<p>Bénéficiaires du revenu de solidarité active âgés de 50 ans et plus, dans le cadre d'une CAOM.</p>	<p><b>Conditions prévues à l'article 5 du présent arrêté</b></p>

Le renouvellement de l'aide est possible dans les conditions fixées aux articles L5134-67-2 et R5134-55 à R5134-58 du Code du Travail.

### **ARTICLE 3 : DUREE DES CONTRATS UNIQUES D'INSERTION :**

La durée du parcours en CUI ne peut être inférieure à six mois, ou trois mois pour les personnes ayant fait l'objet d'une condamnation et bénéficiant d'un aménagement de peine (L 5134-25 et L5134-69-2 du code du travail).

En application du présent arrêté, et en dehors des prescriptions réalisées en application des dispositions de ses articles 2 Bis et 2 Ter ou des prescriptions à des bénéficiaires du RSA dans le cadre des CAOM, la convention initiale, comme la convention de renouvellement, conclues au titre d'un CUI sont d'une durée maximale de 12 mois en PEC et 8 mois en CIE JEUNES. La durée totale maximale du parcours en CUI (renouvellements compris) est en principe de 24 mois. Le prescripteur peut déroger à cette durée maximale dans les cas suivants, prévus dans le code du travail :

- Article L.5134-25-1, R.5134.32, R.5134.33 (PEC)
- Article L.5134-69-1, R.5134-57, R.514-58 (CIE)

## **ARTICLE 4 : RENOUELEMENT DES CONTRATS UNIQUES D'INSERTION :**

Le renouvellement du CUI, par conventions successives d'une durée maximale de 12 mois chacune en PEC, 8 mois en CIE JEUNES, 12 mois en CDI (6 mois en CDD) pour les CEC et CIE séniors, est conditionné à l'évaluation, par le prescripteur, de son utilité pour le bénéficiaire et autorisé sous réserve de la vérification du respect des engagements de l'employeur lors de la période de conventionnement précédente.

Tout renouvellement de contrat unique d'insertion intervient dans le respect des conditions prévues par le code du travail et aux taux et conditions prévues dans le présent arrêté.

## **ARTICLE 5 : BENEFICIAIRES DU REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE (RSA) :**

Dans le cadre des Conventions Annuelles d'Objectifs et de Moyens (CAOM) signées avec les Conseils départementaux (CD), les bénéficiaires du RSA sont recrutés en CAE, ou CIE, aux taux négociés et aux conditions indiquées dans chacune de ces conventions.

En cas de renvoi par la CAOM à l'arrêté préfectoral, pour la prise en charge en cofinancement Etat-CD (donc hors financement exclusif du CD) des bénéficiaires du RSA, le taux de prise en charge est défini ainsi :

- 50% du SMIC brut pour les bénéficiaires du RSA orientés en PEC, dans la limite de 20 heures hebdomadaires prises en charge,
- 35 % du SMIC brut pour les bénéficiaires du RSA orientés en CIE JEUNES, CEC ou CIE séniors, dans la limite de 20 heures hebdomadaires prises en charge.

Dans le cadre des CAOM, en dehors des CEC et CIE séniors, les CD ont la possibilité de prescrire des CIE tout public uniquement dans le cas d'un financement exclusif du CD.

Le renouvellement des PEC anciennement dénommés PEC JEUNES ou PEC ZRR-QPV conclus précédemment dans le cadre des CAOM est effectué au taux de 50% ci-dessus indiqué. En toute hypothèse, aucune majoration de ces taux de prise en charge ne sera financée par l'Etat.

En l'absence de signature de CAOM ou à épuisement des contrats prévus, les membres du Service public de l'emploi peuvent prescrire à des bénéficiaires du RSA, si ceux-ci sont éligibles à l'un des critères de l'arrêté, aux conditions de prise en charge prévues par l'arrêté préfectoral pour le public concerné.

## **ARTICLE 6 : SITUATIONS PARTICULIERES :**

Les situations particulières de prescription de PEC ou de CIE JEUNES non prévues par le présent arrêté peuvent être prises en compte dans la limite de 5% de l'enveloppe physique régionale, aux taux de prise en charge de 40% (PEC) ou 35% (CIE JEUNES) ou aux taux majorés prévus pour les personnes résidant en QPV ou ZRR. Elles sont dans tous les cas compatibles avec le cadre de prescription national posé par la circulaire FIE en vigueur.

## **ARTICLE 7 :**

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur le lendemain de sa publication au Recueil des actes administratifs. Les dispositions des articles 2 Bis et 2 Ter cesseront de produire effet à compter du 31 décembre 2024.

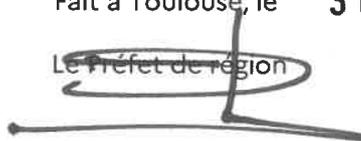
L'arrêté du 8 mars 2024 fixant le montant de l'aide de l'Etat pour les contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE) dénommés Parcours Emploi Compétence (PEC) et les Contrats Initiatives Emplois (CIE) du Contrat Unique d'Insertion (CUI) est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**ARTICLE 8 :**

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, le directeur régional de France Travail, la directrice régionale de l'Agence de services et de paiement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à Toulouse, le **30 AVR. 2024**

Le Préfet de région



Pierre-André Durand